

DRÔME

Cantine gratuite, remplacement des profs : la FCPE au combat

Le congrès départemental de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) s'est tenu ce samedi 25 juin à la Maison de pays à Nyons.

Le président de la FCPE de la Drôme, Saïd Zatar, a déclaré dans son rapport moral : « Notre fédération n'est ni un parti politique, ni un syndicat, mais une association loi 1901... Les adhérents partagent les valeurs républicaines, de laïcité et d'égalité des chances... Notre cheval de bataille, en plus d'une école émancipatrice, formatrice des futurs citoyens, reste la gratuité et une gratuité réelle et non variable selon le bon vouloir des collectivités ».

Et d'annoncer l'une des revendications fortes de l'année : la gratuité de la cantine scolaire. Il plaide pour « une vraie poli-



Le président Saïd Zatar (au centre) entouré du bureau départemental et nyonsais pendant le congrès.

tique de droit commun » ; actuellement, les services de restauration sont des services annexes, il s'agirait donc de faire changer la loi. Les arguments : c'est un facteur d'égalité de traitement par le service public, il s'agit de favoriser pour tous un moment de convivialité et de vivre

ensemble, la santé des élèves est en jeu (« un ventre vide n'a point d'oreille »), il évoque aussi la simplification voire la suppression des procédures pour les collectivités et établissements.

« La cantine doit être gratuite car manger correctement et ensemble

est une façon symbolique de montrer [aux enfants] que notre pays prend soin d'eux. Manger, dans la nation de la bouffe (sic) et des grands chefs étoilés, ne devrait pas être conditionné à un droit d'accès ».

L'autre combat à mener est annoncé avec fermeté : le remplacement des

enseignants. Les parents présents, les élus, les partenaires ont exprimé leur révolte face aux manquements de l'État en la matière. « Nous voulons un plan Marshall », lança le président, dénonçant « le scandale des jobs dating », des recours à Pôle emploi et à la contractualisation à tout va. Dans les échanges sont déplorés le « discrédit » de l'institution, « la privatisation dissimulée », le manque de qualifications, d'attractivité de tous les métiers présents dans les établissements scolaires...

Isabelle Lessieux, membre du conseil local, évoque l'inquiétude concernant le niveau de compétence des élèves et déclare : « Un élève qui n'est pas en cours, c'est un élève dehors avec les risques que cela comporte, le stress des parents est réel ».